

1. QU'EST-CE QUE LA PUISSANCE ?

La puissance est le concept central de la géopolitique. Il importe donc de la définir, exercice difficile car ses registres sont en permanente évolution. On peut attribuer aux États des statuts de puissance différents, dans une graduation qui va de l'hyperpuissance à la puissance régionale ; on peut rechercher les critères de puissance en sachant que ceux d'hier (l'armée, la démographie) ne sont pas forcément ceux d'aujourd'hui (la communication, la technolo-

gie). Au XXI^e siècle, une puissance qui compte est capable de définir une « grande stratégie », c'est-à-dire de mettre en cohérence « sur le long terme, des politiques économiques, des actions diplomatiques et des efforts militaires pour exister sur la scène internationale en étant capable de promouvoir ses intérêts et son système de valeur » (Thomas Gomart, *Guerres invisibles. Nos prochains défis géopolitiques*, 2021).

1. LES DEGRÉS DE PUISSANCE

▮ La **puissance** est la combinaison du pouvoir et de l'influence. Elle est la capacité à agir, « la capacité à imposer sa volonté à autrui » (Raymond Aron). Serge Sur propose de la définir comme la capacité d'un État « à faire, à faire faire, à empêcher de faire et de refuser de faire ».

▮ Le terme de **grandes puissances** est courant au début du XX^e siècle, alors que 4 à 5 pays concentrent richesse et influence (États-Unis, Allemagne, Royaume-Uni, France, Russie). L'après Seconde Guerre mondiale voit l'affrontement des deux **superpuissances** que sont États-Unis et URSS, puis la disparition de cette dernière donne naissance à une hyperpuissance.

▮ Le terme de **puissance globale** a été proposé par Zbigniew Brzezinski (*Le grand échiquier. L'Amérique et le reste du monde*, 1997). L'ancien conseiller de Jimmy Carter considère que les États-Unis sont la « seule puissance globale mondiale » dont il défend le rôle hégémonique. En 2002, Hubert Védrine alors ministre des Affaires étrangères propose pour qualifier leur statut le terme d'**hyperpuissance**, expression qui aura un grand succès.

▮ Parler de **puissance régionale** pour un État implique que sa capacité d'action et d'influence se limite à son environnement régional (continent, sous-continent...) ; ce qui n'exclut pas des rivalités. Ainsi l'Arabie Saoudite et l'Iran sont deux puissances régionales prétendant au leadership sur le Moyen-Orient.

La Russie de V. Poutine : la quête de puissance

En 2006, Vladimir Poutine (président élu en 2000) expliquait que la chute de l'URSS fut « la plus grande catastrophe géopolitique du XX^e siècle ». Cette affirmation discutable, donne toutefois la mesure du traumatisme que constituèrent l'éclatement de l'URSS et la perte de puissance en découlant. La comparaison URSS/Russie est

frappante : le déclin est territorial (de 22 à 17 millions km²), démographique (de 240 à 143 millions hab.). Quant au PIB de la seule Russie, il chuta de 40 % entre 1990 et 1998. Dans le même temps, la dissolution du pacte de Varsovie* et le maintien de l'OTAN* conduisaient à son affaiblissement stratégique. Toute la politique de Poutine, ancien officier du KGB, a été dès lors animée par la volonté de retrouver sa place de puissance incontournable dans l'ordre mondial.

Cela implique d'abord de tenir fermement la Fédération de Russie et ses 89 territoires différents (deux guerres de Tchétchénie dans les années 1990 ; restauration de la verticalité du pouvoir avec des gouverneurs nommés par Moscou ; évolution du régime vers l'autoritarisme avec progressivement la suppression de toute opposition libérale). Cela implique ensuite le contrôle d'une zone d'influence* sur son étranger proche, c'est-à-dire ses anciennes Républiques à l'exception des trois Pays Baltes dont la Russie s'est résolue à accepter l'entrée rapide dans l'Union européenne et l'OTAN. Cet espace post-soviétique est le lieu d'implantation de nombreuses bases militaires russes, qu'elles soient souhaitées par les États (Arménie, Tadjikistan...) ou non (troupes en Abkhazie, Ossétie du Sud, Transnistrie dans une stratégie des conflits gelés*, voir partie 11). Alliance militaire (OTSC*) et zone de libre-échange (Union économique eurasiatique*) permettent de conserver inégalement des liens avec certaines Républiques. Mais les relations perpétuellement conflictuelles avec l'Ukraine depuis la Révolution orange de 2004 (élection d'un président pro-européen) montrent les faiblesses de cette zone d'influence russe. Le coup de force sur la Crimée annexée unilatéralement en 2014 par la Russie, la guerre entretenue à l'est du pays, au Donbass, l'invasion par son armée de l'Ukraine lancée en 2022 confirment la propension de Poutine à recourir à la force pour promouvoir ses objectifs stratégiques dans une région qu'il considère comme cruciale pour sa sécurité et sa stature internationale.

La Russie entend en effet être reconnue comme une puissance globale, forte d'atouts comme son siège au Conseil de sécurité, sa puissance nucléaire et son sharp power* qui lui permet d'exercer une efficace propagande. L'idée d'un « retour » de la Russie sur la scène internationale s'est imposée au fil de ses interventions militaires : en Syrie, en Libye, en Afrique subsaharienne (notamment via les mercenaires* du groupe Wagner en Centrafrique ou au Mali). Sa diplomatie tournée vers les émergents (premier sommet politique des BRIC* en 2009, coopérations militaires avec la Chine) vise la désoccidentalisation du monde et l'accroissement de son influence en Asie et en Afrique. Mais la Russie a-t-elle les moyens de ses ambitions ? Avec un PIB comparable à celui de l'Italie, un budget militaire qui dépasse de peu celui de la France ou du Royaume-Uni, une démographie atone, le pays ressemble davantage à une puissance moyenne, qui n'excelle que dans ses exportations de matières premières (énergie

et désormais céréales) et d'armement. Vladimir Poutine s'est assuré de pouvoir diriger le pays au-delà de 2024. En revendiquant le statut de puissance globale, il veut laver les humiliations des années 1990, défendre les intérêts nationaux russes, et par cela légitimer son pouvoir. Mais en attaquant l'Ukraine, il a considérablement isolé la Russie qui devient, non une puissance d'équilibre, mais une source première de déséquilibres mondiaux.

► Le **leadership** indique la capacité légitime à conduire les affaires. C'est une autorité fondée sur un ascendant particulier (idéologique, politique, militaire, économique) et capable de fédérer un groupe particulier en lui indiquant un but commun. Le leadership est donc une domination non imposée, naturelle.

► L'**hégémonie** est la situation dans laquelle un acteur (État, cité...) est en situation de suprématie, de domination, de prépondérance et peut de ce fait prétendre à la direction et la conduite des affaires. Il n'y a qu'une seule puissance hégémonique ; le terme vient de l'Antiquité grecque, l'hégémon est celui qui dirige.

► Le **monopole occidental de la puissance** touche à sa fin. L'expression fait allusion au fait que depuis les Grandes découvertes au XVI^e siècle, l'Europe puis l'Amérique ont

dominé les équilibres mondiaux et les relations internationales. Leur puissance leur a permis de façonner le monde. « Pour le meilleur et pour le pire, le Monde procède bien de l'Europe. » (Christian Grataloup, *Géohistoire de la mondialisation*, 2009). Cette ère s'achève avec la montée en puissance de l'Asie à la fin du XX^e siècle ; le basculement du monde* est ainsi inséparable de la fin du monopole occidental de la puissance, qui sur le temps long, est une parenthèse de quatre ou cinq siècles.

► Le terme de **puissance révisionniste** est accolé aujourd'hui aux États qui contestent l'ordre international né en 1945, concrétisé par le P5* à l'ONU, et largement dominé par les Occidentaux, tant dans les rapports de force que dans les valeurs (démocratie, droits de l'homme). La Chine, la Russie, mais également l'Inde sont, même s'ils n'ont pas les mêmes buts, des puissances révisionnistes.

2. LES CRITÈRES DE LA PUISSANCE

Pour Henry Morgenthau, secrétaire au trésor de Roosevelt (*Politics Among Nations*, 1948), cinq facteurs permettent d'évaluer la puissance d'un État. La base géographique qui inclut la situation géostratégique, l'étendue du territoire et ses ressources comme son potentiel humain, la base géopolitique comprise comme la capacité diplomatique et militaire à peser dans les rapports de force mondiaux, le rayonnement culturel, l'économie et enfin la capacité de mobilisation de la société autour de valeurs communes.

Les critères de puissance sont multiples : dépenses militaires (partie 11), dépenses de R&D (partie 7), flux financiers mesurés par la capitalisation boursière nationale ou les flux d'IDE reçus (partie 8), exportations mondiales et balances commerciales (partie 5) et la liste peut encore s'allonger. La superficie continentale, celle de la ZEE*, la population et le produit intérieur brut restent des marqueurs anciens et toujours utiles.

Superficie terrestre (millions km ²)	Population en 2021 (millions hab., source INED)	ZEE* (millions km ² , Source <i>Géoconfluences</i>)	PIB milliards \$ en 2021 (estimations FMI avril 2021)				
Russie	17,1	Chine	1 444	États-Unis	12,1	États-Unis	22 680
Canada	10	Inde	1 393	France	10,1	Chine	16 640
États-Unis	9,6	États-Unis	333	Australie	9,6	Japon	5 380
Chine	9,6	Indonésie	276	Russie	7,7	Allemagne	4 320
Brésil	8,5	Pakistan	225	Nouvelle-Zélande	6,7	Royaume-Uni	3 120
Australie	7,7	Brésil	214	Royaume-Uni	6,6	Inde	3 050
Inde	3,3	Nigeria	211	Indonésie	6	France	2 940

L'Union européenne (27 pays) rassemble 445 millions habitants, sa superficie terrestre est de 4,5 millions de km² et sa ZEE de 20,1 millions de km². Son PIB est estimé à 17 130 milliards \$ pour l'année 2021. Le PIB mondial est de 93 860 mds \$.

► Le **produit intérieur brut (PIB)*** est la somme des valeurs ajoutées de l'ensemble des entreprises et administrations d'un pays (à laquelle on rajoute les droits de douane). Il évalue donc la richesse produite au sein d'un État et permet de calculer la **croissance** économique, soit les variations de production de biens et de services d'une année à l'autre sur le territoire national (ce qui importe, c'est la

localisation de la production sur le territoire et non la nationalité de la firme).

► Le **produit intérieur brut à parité de pouvoir d'achat (PIB PPA)** est un indicateur plus précis, qui prend en compte les différences de coût de la vie entre les pays. Le taux de conversion monétaire est calculé à partir du nombre d'unités monétaires nécessaire pour se procurer dans les différents pays le même « panier » de biens et de services. C'est ainsi que la Chine, seconde puissance économique mondiale par le PIB, est depuis 2014 déjà, la première puissance économique mondiale par le PIB PPA.

Le PIB demeure le critère le plus utilisé pour hiérarchiser les puissances entre elles. Il s'agit d'un outil qui a cependant des limites bien connues : adapté aux économies avancées, il est incapable de prendre la mesure des économies informelles largement dominantes dans les pays en développement. Il ne mesure ni le travail non déclaré, ni le travail domestique, ni une production agricole qui est autoconsommée et non vendue sur un marché... De plus, il nécessite un appareil statistique fiable. Que veulent dire les 20 milliards de dollars de PIB estimé du Mali, comme du Burkina Faso en 2021 ? Sa pertinence ensuite est elle-même en débat - cf. partie 12 - puisqu'il aboutit à additionner des richesses produites sans défalquer le coût des éventuels dommages subis (pollution, incidence climatique, épuisement des ressources...).

3. HARD P

Joseph Nye en 1990, dans *to lead*, dans le concept de soft power. Une approche démocratique de la Défense pour Biden, pour répondre à l'ouverture de la *sance et déclin de la puissance* (1988) qui annonçait le soft power comme le seul les États-Unis. L'expression fit flocpositions.

► Le **hard power** est la coercition, de cor l'assimiler trop r militaire ; il englo nomiques, des for diplomatie agres bération de la fill après deux année Canada, sous le c mandée par les Ét par la Chine en o deux Canadiens géôles).

4. DES PUIS

► Une **thalassocratie** est la référence dan à la terrienne Spa Raleigh au XVI^e siècle de la dominiti « qui tient la mer tie qui tient le comme tient la richesse du

Alfred
toire, 1
éviden.
« La pu

3. HARD POWER, SOFT POWER, ETC.

Joseph Nye en 1990 publia un ouvrage *Bound to lead*, dans lequel il développe le concept de soft power. Universitaire et homme politique démocrate (il fut secrétaire adjoint à la Défense pour Bill Clinton), il entendait ainsi répondre à l'ouvrage de Paul Kennedy (*Naissance et déclin des grandes puissances*, 1986-1988) qui annonçait le déclin des États-Unis. Pour Joseph Nye, il s'agissait de montrer que le soft power complétait le hard power et que seul les États-Unis les maîtrisaient à ce point. L'expression fit florès et suscita d'autres propositions.

► Le **hard power** désigne un pouvoir de coercition, de contrainte. Attention à ne pas l'assimiler trop rapidement à la puissance militaire ; il englobe aussi les sanctions économiques, des formes de cyber-influence, une diplomatie agressive (que l'on songe à la libération de la fille du fondateur de Huawei, après deux années de résidence surveillée au Canada, sous le coup d'une extradition demandée par les États-Unis, libération obtenue par la Chine en octobre 2021 contre celle de deux Canadiens qu'elle détenait dans ses geôles).

► Le **soft power** désigne dans les relations internationales la capacité à faire faire à l'autre ce que vous souhaitez qu'il fasse et ce par la séduction et la persuasion. Les outils privilégiés du soft power sont la culture, l'idéologie et les valeurs, le mode de vie (et donc également l'économie), les institutions et l'action politique. Le terme de puissance douce en est la traduction française.

► Le **smart power** est littéralement le pouvoir de l'intelligence, c'est donc une combinaison réfléchie dans l'usage du hard et du soft power. Le terme (2004) est revendiqué par Hillary Clinton, secrétaire d'État de Barack Obama, mais n'est pas très utilisé.

► Le **sharp power**, littéralement *pouvoir tranchant*, désigne la capacité de certains États ou acteurs à manipuler l'information, les médias chez les autres afin d'atteindre des buts recherchés en jouant sur les opinions publiques et les processus de socialisation (réseaux sociaux notamment). Le terme proposé par Joseph Nye reprend ici le pouvoir d'inculcation, concept de Stevens Lukes (2004). J. Nye parle de « l'usage trompeur d'informations à des fins hostiles », art dans lequel excellent des États comme la Russie ou la Chine.

4. DES PUISSANCES SPÉCIFIQUES

► Une **thalassocratie** est une puissance fondée sur la domination de la mer. Athènes en est la référence dans l'Antiquité par opposition à la terrienne Sparte. Le Britannique Walter Raleigh au XVI^e siècle défend l'idée géopolitique de la domination par le contrôle des mers : « qui tient la mer tient le commerce du monde ; qui tient le commerce tient la richesse ; qui tient la richesse du monde tient le monde lui-

même ». L'Empire britannique est indissociable de la maîtrise des mers acquis par les Anglais (première flotte marchande et première flotte militaire au XIX^e siècle). L'hymne patriotique « Rule, Britannia ! Britannia rules the waves » célèbre depuis le XVIII^e siècle cette puissance. Les États-Unis sont l'actuelle thalassocratie, mais toute thalassocratie s'appuie toujours sur des ressources continentales déterminantes.

Alfred Mahan (*L'influence de la puissance navale dans l'histoire*, 1890) est un officier de marine américain qui met en évidence les facteurs de l'hégémonie maritime de l'Angleterre.
« La puissance maritime tient au commerce qui suit les routes

les plus avantageuses, la puissance militaire a suivi le commerce pour l'aider à progresser et pour le protéger. » Il encourage les États-Unis à devenir une puissance navale à son tour, en conseillant l'acquisition des îles Hawaï, le contrôle du canal de Panama. Mahan prédit la domination du monde par les États-Unis, grâce et par la maîtrise des mers.

► L'Union européenne est qualifiée de **puissance normative**. Zaki Laïdi (*La norme sans la force. L'énigme de la puissance européenne*, 2005) la définit comme « une puissance dont l'identité et la stratégie reposent sur une préférence pour la généralisation de règles comportementales applicables – largement mais non exclusivement – aux États et présentant trois caractéristiques essentielles : d'être négociées ; d'être également légitimées par des instances internationales représentatives ; enfin d'être opposables à tous les acteurs du système international indépendamment de leur

position hiérarchique ». L'Europe n'agit pas par la contrainte, c'est une **puissance civile** dont l'idéal est de domestiquer les rapports mondiaux, de « civiliser la mondialisation » (Pascal Lamy). Elle cherche par le multilatéralisme à faire avancer la gouvernance mondiale. Habitée à rechercher constamment le consensus entre ses membres, elle est particulièrement rompue à ces exercices diplomatiques. Elle se singularise par sa capacité à s'engager et à ratifier un grand nombre de traités internationaux, alors que d'autres grandes puissances, à commencer par les États-Unis rechignent à cela.

Robert Kagan, politologue néoconservateur américain, a comparé dans *La puissance et la faiblesse. Les États-Unis et l'Europe dans le nouvel ordre mondial* (2003), les États-Unis à Mars et l'Europe à Vénus. Il voit l'UE comme une puissance faible, qui privilégie la diplomatie et le dialogue, se pense une puissance post-moderne. Mais elle ne peut l'être parce qu'elle a délégué sa sécurité à Mars, dieu de la guerre, autrement dit aux États-Unis, dont elle profite gratuitement du parapluie sécuritaire. L'Europe a développé une stratégie et un monde où le pouvoir militaire et la manière forte importent moins que le pouvoir économique et la manière douce. Les Européens voudraient éradiquer les lois brutales d'un monde hobbesien* où la puissance est la condition ultime de la sécurité nationale et de la réussite. Ils peuvent ainsi être hostiles à l'unilatéralisme des États-Unis mais ne reconnaissent guère que c'est pour leur intérêt. R. Kagan ne peut que constater le divorce croissant entre les deux pôles de l'Occident.

► Une puissance peut être un **modèle**, et ce terme fut souvent accolé aux États-Unis, mais également à la France des Trente Glorieuses, au Japon, etc. Le terme induit un double sens : l'exemple à imiter d'un côté et l'exemplarité de la réussite ou de la construction de l'autre. Dire

d'un pays qu'il est un modèle implique une capacité de rayonnement – surtout si le pays est capable de populariser son modèle ; c'est une forme de puissance douce. Mais plaquer un modèle n'est jamais tout à fait satisfaisant, la puissance ne se duplique pas.

Enfin le développement de l'islamisme à partir des années 1970 est alimenté par l'échec des nationalismes arabes, les pétrodollars de la péninsule Arabique, le blocage d'États autoritaires aux élites prédatrices (« Lorsque toutes les portes sont closes, s'ouvrent celles d'Allah » résume Cheikh Yassine, fondateur du Hamas, mouvement islamiste palestinien issu des Frères musulmans). Aujourd'hui, les appétits de puissance conduisent Arabie Saoudite et Iran dans l'engrenage d'une nouvelle guerre froide mais il s'agit bien plus d'ambitions régionales que d'une affaire de religion.

3. DE L'UNILATÉRALISME AU MULTILATÉRALISME

Les politiques étrangères des États s'expriment dans des cadres choisis par eux en fonction de leurs intérêts, de leurs valeurs et des rapports de force existants. Elles varient dans le temps, à l'image de la politique étrangère américaine qui, selon les époques, a pu être attachée au multilatéralisme ou au contraire privilégier l'unilatéralisme.

▮ Le **unilatéralisme** est un système international où la puissance dominante sur toutes les autres décide en ne prenant en compte que son propre intérêt, économique ou politique.

▮ Le **bilatéralisme** est un système de relation entre deux États basé sur la pratique d'accords et/ou d'échanges. Dans ce système bilatéral, le plus fort est toujours le plus à même d'imposer ses vues, ce qu'avait bien compris Donald Trump qui privilégiait systématiquement ce format de relations internationales.

▮ Le **multilatéralisme** implique la gestion des questions internationales par la concertation au sein de la communauté internationale ou d'un groupe élargi. Il s'agit donc d'un système international basé sur des relations ouvertes, fondé sur l'égalité de droit entre tous les États, conduisant à une gouvernance partagée, à l'adoption de règles, de politiques concertées, d'accords pour régir leurs relations.

▮ Le **minilatéralisme** est une gouvernance et gestion d'une ou de questions internationales par un groupe restreint de pays (cf. G7*, G20*...).

▮ Le terme de **polylatéralisme** est un néologisme proposé par P. Lamy (Pascal Lamy, Nicole Gnesotto, *Où va le monde ?*, 2017) pour une gouvernance associant États souverains, ONG, FTN, institutions internationales.

▮ L'**isolationnisme** est la politique d'un État définie par le repli sur soi, la primauté pour les questions nationales et conduisant à un désintérêt, une non-intervention dans les relations internationales. Elle n'est pas la neutralité* et est réversible. Elle est souvent associée à une politique commerciale protectionniste mais ne doit pas être confondue avec elle.

▮ La **souveraineté limitée** est le nom donné à la doctrine Brejnev qui régissait les relations entre l'URSS et les démocraties populaires. Elle a été clairement formulée lors du Printemps de Prague pour justifier l'intervention soviétique (1968). Si les démocraties populaires sont des États indépendants, leur souveraineté est limitée par leur alliance à l'URSS (pacte de Varsovie*). Ils ne peuvent ni sortir de l'alliance avec l'URSS, ni opter pour un autre régime politique que la dictature du Parti communiste dont les dirigeants, dans les différents pays, sont aux ordres de Moscou et doivent le demeurer. Cette doctrine a été abandonnée par Mikhaïl Gorbatchev ouvrant ainsi la voie aux révolutions de 1989 en Europe de l'Est.

▮ **Monde hobbesien** versus **monde kantien** : de manière simplifiée, en géopolitique on oppose souvent le monde hobbesien, inspiré des

écrits de Thomas Hobbes (1588-1679) au monde kantien inspiré de *Vers la paix perpétuelle* d'Emmanuel Kant (1724-1804). Le premier implique une vision géopolitique des relations internationales basée sur le rapport de force où

les États assurent leur sécurité par la puissance militaire et le recours à la guerre ; par opposition le monde kantien désigne des espaces où les frontières s'affaiblissent et l'on assiste à une judiciarisation des relations internationales.

4. L'IMPUISSANCE DE LA PUISSANCE

Aucun facteur de puissance n'explique seul le statut dominant d'une nation. Il y a toujours une combinaison de champs et les États puissants sont ceux qui arrivent à être forts dans plusieurs domaines, à les combiner efficacement et simultanément. Exercer sa puissance implique aussi d'avoir la volonté d'utiliser ses moyens pour être influent et la capacité à être reconnu comme tel, crédible comme tel. La puissance qui apparaît au XXI^e siècle est donc une réalité complexe, mouvante et susceptible de fréquentes remises en cause.

► **L'impuissance de la puissance** est un ouvrage de Bertrand Badie publié en 2004 (*L'impuissance de la puissance. Essai sur les nouvelles relations internationales*) dans lequel il s'interroge dans ce monde post-guerre froide sur la perte de puissance des forts face aux faibles. « Plus l'ennemi se détourne de la norme, plus la puissance perd de sa pertinence. » Les acteurs nucléaires sont défaits par des acteurs sociaux atomisés, peu visibles, peu institutionnalisés, à l'image d'Oussama Ben Laden. La puissance se limite de moins en moins aux seules propriétés étatiques, à plus forte raison à ses capacités militaires. Davantage, l'hyperpuissance apparaît comme source d'insécurité sur la scène mondiale (guerre en Irak). Il faut repenser les relations internationales à l'aune des questions sociales, la violence sociale est source d'inversion de la puissance. Dans un ouvrage paru en 2018, *Quand le Sud réinvente le monde. Essai sur la puissance de la faiblesse*, le politiste met en évidence la revanche des Suds lorsque des

États faibles ont une capacité de nuisance qui entravent les puissances établies. En poussant le raisonnement, il ajoute « Cette inversion fait que, de nos jours, l'acteur régional détient plus de capacité que l'acteur mondial, et que l'acteur local apparaît lui-même plus fort que l'acteur régional. »

► **La surextension impériale** est une thèse de l'historien britannique Paul Kennedy dans *Naissance et déclin des grandes puissances*, 1987. Par une étude comparative des grands empires, il montre que ceux-ci (à l'image de l'Empire napoléonien, de la Russie tsariste, du III^e Reich hitlérien...) finissent par s'écrouler du fait de leur surextension impériale : les coûts de l'empire ne cessent de croître en même temps que lui et deviennent un fardeau. Les dépenses militaires ne cessent de croître, les autres investissements diminuent et cette spirale finit par emporter l'Empire. Il annonce ainsi le déclin de la puissance américaine, mais s'expose à la critique de Joseph Nye n'insistant que sur les aspects militaires.

► **Les nœuds névralgiques de puissance** désignent pour le chercheur Thomas Gomart les éléments qui structurent la mondialisation. Les contrôler donne une puissance globale aujourd'hui aux États-Unis, qui surpassent encore nettement la Chine. De même qu'ils conservent la maîtrise des mers et qu'ils assurent la liberté de circulation dans les détroits, ils ont avec le dollar, ou avec l'exterritorialité du droit américain* un pouvoir de contrôle qu'ils peuvent utiliser selon leurs besoins.

ANNE BATTISTONI-LEMIÈRE

**TOUT
COMPRENDRE
À LA
GÉOPOLITIQUE**

**1 200 CONCEPTS POUR
RÉUSSIR VOS CONCOURS
ET EXAMENS**

**LE PAVAGE DU MONDE :
LES TERRITOIRES**

LES HOMMES, EN QUÊTE D'IDENTITÉ

LA PLANÈTE : SOURCE DE VIE

**LES HOMMES, LE CHOC
DÉMOGRAPHIQUE**

UN MONDE INTERDÉPENDANT

**UN CAPITALISME MONDIALISÉ
ET INÉGALITAIRE**

L'IMPÉRATIF D'INNOVATION

UN MONDE DOMINÉ PAR LA FINANCE

GÉOPOLITIQUE DE LA PUISSANCE

RECOMPOSITIONS GÉOPOLITIQUES DU MONDE

GUERRES ET PAIX

VERS UN DÉVELOPPEMENT DURABLE

ARMAND COLIN